



Séance du 21 mai 2021 à 14h

Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul  
Sous la coordination de Roland Pourtier

« *Le Sahel et ses défis actuels* »

### **Au-delà des clichés : les réalités locales du djihad au Sahel**

**Marc-Antoine Pérouse de Montclos**, Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement - IRD

Autrefois en charge de la défense et, à présent, des affaires étrangères, le ministre Jean-Yves Le Drian prend très à cœur les menaces qui déstabilisent la bande sahéenne, en particulier depuis que les troupes françaises sont intervenues au Mali en janvier 2013. Chaque année, il participe ainsi à l'organisation d'un Forum international pour la Paix et la Sécurité en Afrique qui se déroule à Dakar. Lors de la session qui s'est tenue le 6 novembre 2018, il déclarait notamment : « La cyber-sécurité est une priorité de la lutte contre le terrorisme ». Ce faisant, il exprimait l'inquiétude d'un bon nombre d'analystes qui, en Europe, en Amérique ou au Moyen Orient, ont noté comment Internet avait permis à des réseaux terroristes de lever des fonds, d'endoctriner de nouvelles recrues, de former des « martyrs » et de planifier des attaques en collectant et en partageant des informations sur leurs cibles.

Les chercheurs qui croient au caractère transnational et interconnecté des divers mouvements djihadistes à travers le monde insistent ainsi sur la dimension globale de l'idéologie d'Al-Qaïda et de ses successeurs. Pour eux, Internet ne servirait pas seulement à diffuser des modèles révolutionnaires et des techniques de combat dont peuvent s'inspirer les réseaux terroristes d'Afrique comme d'Asie ou d'Europe. De pair avec les ambitions planétaires d'Al-Qaïda, les nouvelles technologies de la communication permettraient aussi de mettre en œuvre des coopérations tactiques ou stratégiques qui seraient plus ou moins formelles et qui iraient parfois jusqu'à la fusion entre plusieurs mouvements insurrectionnels.

Le problème est que de telles analyses ne correspondent guère aux réalités locales des pays d'Afrique subsaharienne où sévissent des groupes djihadistes : essentiellement dans la Corne de l'Afrique avec les Chebab, autour du Lac Tchad avec Boko Haram et à partir du Mali avec la nébuleuse d'AQMI. Les études disponibles montrent en effet que ces mouvements insurrectionnels ne recrutent pas par le biais d'Internet mais, bien plutôt, en jouant des solidarités lignagères, en forgeant des alliances matrimoniales et en offrant leur protection à des communautés stigmatisées par les forces de sécurité. De plus, les zones touchées par les conflits comptent souvent parmi les moins connectées au monde.

Pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria, où est né Boko Haram, est assez typique à cet égard. D'après des chiffres de 2017, 51% de la population y a officiellement accès à Internet. Mais en



pratique, moins de 10% est en mesure de participer à des réseaux sociaux et la connectivité y est inférieure à 3Mb par seconde. Le taux de pénétration de la téléphonie mobile, qui dépasse les 80%, ne doit pas non plus faire illusion. D'abord, il est surestimé car les utilisateurs doivent en fait acquérir plusieurs cartes Sim pour compenser les défaillances des fournisseurs. De plus, les disparités régionales sont énormes. Plus urbanisé, le Sud est bien mieux couvert qu'au Nord dans les régions rurales et musulmanes où évolue Boko Haram.

A sa manière, la question du rôle d'Internet dans la production et la diffusion de mouvements qualifiés de terroristes (plutôt qu'insurrectionnels) illustre ainsi les représentations erronées et stéréotypées que l'on peut avoir de l'état des forces djihadistes en Afrique subsaharienne. Par ignorance des réalités locales, beaucoup d'observateurs imaginent que, les Africains étant pauvres, ils seraient facilement manipulables et enclins à basculer dans le fanatisme religieux le plus extrémiste. Partant, ces mêmes observateurs tendent à voir dans les mouvements djihadistes au Sahel un prolongement des dynamiques conflictuelles du monde arabe, quitte à accorder une importance démesurée à l'allégeance des Chebab et d'AQMI à Al-Qaïda, ou encore d'une faction de Boko Haram à l'organisation Etat islamique.

De la Somalie au Mali, la propension à considérer des menaces locales ou régionales dans une perspective globale vient sans doute de ce que l'Afrique subsaharienne a joué un rôle précurseur. En 1998, les attentats d'Al-Qaïda contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salaam avaient en effet annoncé ceux de 2001 à New York. Aujourd'hui, les revers de Daech en Irak et en Syrie font par ailleurs craindre que les combattants de l'organisation Etat islamique ne cherchent à se réfugier au sud du Sahara. Il convient pourtant de rappeler qu'au-delà de l'alignement de leurs politiques de communication, les connections globales des djihadistes du Sahel sont très limitées, notamment sur le plan opérationnel. Les Chebab sont les seuls à disposer d'un véritable relais outre-mer à travers la diaspora somali, avec quelques migrants de seconde génération qui ont pu revenir dans la Corne de l'Afrique pour commettre des attentats. A la différence de Daech, les nébuleuses de Boko Haram et d'AQMI ne sont guère attractives pour les candidats au djihad venus d'Europe, d'Amérique ou du monde arabe. Leur recrutement est très local, à l'intérieur d'espaces aux frontières poreuses.

En outre, aucun de ces groupes n'a commis d'attentats outre-mer, à la différence de Daech et d'Al-Qaïda. Connues sous des noms assez divers, les mouvances des Chebab, de Boko Haram et d'AQMI sont en fait très déstructurées. Leur genèse est endogène. Malgré des fantasmes récurrents sur l'existence d'une Internationale islamiste, elles ne sont pas des excroissances d'Al-Qaïda ou Daech et ne répondent nullement aux ordres d'un hypothétique commandement central qui coordonnerait leurs attaques depuis le sud de la Libye. A l'intérieur d'un pays comme le Mali, ce serait également une erreur de voir dans la *katiba* de la région centrale du Macina une simple extension des rébellions touarègues menées plus au nord.



De ce point de vue, il importe de relativiser la portée des allégeances à Daech ou Al-Qaïda. Suivant les besoins du moment, les Subsahariens sont aussi capables de manipuler les Arabes. De l'aveu même d'un document interne à l'Etat islamique, le chef du « canal historique » de Boko Haram, Abubakar Shekau, a ainsi prêté allégeance à Daech en 2015 pour se maintenir au pouvoir, écraser ses opposants et faire face à la coalition antiterroriste qui venait de se monter contre lui avec les armées du Nigeria, du Niger, du Tchad et du Cameroun. En pratique, les bandes armées qui continuent de sévir autour du lac Tchad dérogent complètement à « l'orthodoxie djihadiste ».

Les errements des Chebab, de Boko Haram ou d'AQMI montrent, à cet égard, toutes les limites des politiques de franchise de Daech ou d'Al-Qaïda. Pour les deux frères ennemis du djihad global, les groupes africains servent surtout de prétexte afin de s'invectiver et de conforter leurs ambitions planétaires en se livrant à une sorte de guerre de communiqués. Au cours des derniers mois, l'un et l'autre n'en ont pas moins répudié Abubakar Shekau, unanimement condamné pour sa propension à excommunier (*takfir*) et tuer des musulmans. De fait, les déclinaisons africaines du djihad se sont révélées bien différentes du modèle professé par Oussama ben Laden. D'où la nécessité de comprendre les conflits de Somalie, du Mali ou du Nigeria à travers leurs dynamiques locales, plus que globales.